

La condition humaine? Vous sentez bien qu'il faut s'arrêter. Aucun péril intérieur ne justifie cette répression insensée, sinon celui qui s'invente dans les ténèbres pour les besoins de la Sécurité Générale. Il est même frappant que le fonctionnement en quelque sorte gratuit d'un formidable appareil policier, faisant des multitudes de victimes, institué dans les pénitenciers soviétiques de véritables écoles de contre-révolution où les citoyens d'hier se trompent en ennemis de demain. On n'y voit qu'une explication et c'est qu'après avoir devant les conséquences de sa propre politique et habituée à l'exercice d'un pouvoir absolu sur des masses sans droit, la bureaucratie dirigeante a perdu le contrôle d'elle-même. Il faudrait toucher ici au problème des salaires réels tombés en général extrêmement bas; à la législation ouvrière dans laquelle la contrainte intervient scandaleusement; au système des passeports intérieurs qui prive la population du droit de se déplacer; aux lois spéciales instituant la peine de mort contre les travailleurs et même contre les enfants; au système des otages qui fait frapper impitoyablement toute une famille pour la faute d'un scélérat à la loi qui punit de mort le travailleur qui tente de franchir la frontière de l'URSS sans passeport (retenez qu'il lui est impossible d'obtenir un passeport pour l'étranger) et ordonne la déportation de tous ses proches.

Nous faisons front contre le fascisme. Comment lui barrer la route avec tant de camps de concentration derrière nous? Le devoir n'est plus simple, vous le voyez, et il n'appartient plus à personne de le simplifier. Nul conformisme nouveau, nul mensonge sacré ne saurait empêcher le suintement de cette plaie. La ligne de défense de la révolution n'est plus uniquement sur la Vistule et à la frontière mandchoue. Le devoir de défendre la révolution à l'intérieur contre le régime réactionnaire qui s'est installé dans la cité prolétarienne, frustrant peu à peu la classe ouvrière de la plus grande partie de ses conquêtes, n'est pas le moins impérieux. En un sens seulement, l'URSS demeure la plus grande espérance des hommes de notre temps: c'est que le prolétariat soviétique n'a pas dit son dernier mot!

Il se peut, cher André Gide, que cette lettre amère vous apprenne quelque chose. Je l'espère. Je vous conjure de ne point fermer les yeux. Voyez derrière les nouveaux maréchaux, les propagandes ingénieuses et coûteuses, les parades, les défilés, les congrès - vieux monde, vieux monde que tout cela - la réalité d'une révolution atteinte dans ses oeuvres vives et qui nous appelle tous à son secours. Concédez moi qu'on ne la sert pas en taisant son mal ou on se voilant la face pour l'ignorer.

Nul mieux que vous ne représente cette grande intelligentsia d'Occident qui, si elle a beaucoup fait pour la civilisation, a beaucoup à se faire pardonner du prolétariat pour n'avoir pas compris ce qu'était la guerre en 1914, pour avoir méconnu la révolution russe à ses débuts, dans sa grandeur, pour n'avoir pas assez défendu les libertés ouvrières. Maintenant qu'elle se tourne enfin avec sympathie vers la révolution socialiste incarnée par l'URSS, il faut bien qu'elle choisisse en son for intérieur entre l'avouement et la lucidité. Laissez-moi vous dire qu'on ne peut servir la classe ouvrière et l'URSS qu'en toute lucidité. Laissez-moi vous demander, au nom de ceux qui, là-bas, ont tous les courages, d'avoir le courage de cette lucidité.

Votre fraternellement dévoué

Victor-Serge.

LE FRONT POPULAIRE AU POUVOIR EN ESPAGNE

Le massacre des paysans de Yeste.

Voici une nouvelle sur laquelle la presse du Front populaire a presque fait le silence:

"Madrid, 30 mai (dépêche Havas).

Malgré le silence des autorités et les difficultés d'information sur les incidents qui se sont produits à Yeste, dans la province d'Albacete, quelques détails viennent de parvenir.

Les habitants du village de Yeste ont envahi une propriété, où ils

ont coupé plus de 12.000 pins. La garde civile a procédé à l'arrestation de plusieurs individus, mais au moment où les détenus étaient conduits à la prison, une foule de plus de quinze cents personnes a attaqué la garde civile. Celle-ci a dû faire usage de ses armes pour se défendre. Une vive fusillade s'est engagée et a duré plus de quatre heures.

Il y a jusqu'à maintenant vingt-deux paysans tués et environ quarante blessés. Un garde civile a été tué, trois blessés grièvement et treize légèrement.

Il est possible que le nombre des victimes soit plus élevé, car la collision a eu lieu en plein champ et les détails manquent encore.

L'ordre a été rétabli."

Le silence et l'embarras de la presse du Front populaire sont très explicables. N'existe-t-il pas en Espagne un gouvernement de Front populaire? N'y a-t-il, en Espagne, président de la République le bien connu Azana? Et alors? Après quatre mois et demi de gouvernement de Front populaire, les mêmes abjectes massacreurs des Asturies, les gardes civils, peuvent encore assassiner, "faire usage des armes" contre les travailleurs. Est-ce par hasard?

Quand Casares Quiroga remplace Azana, élu à la présidence de la République, l'Humanité, et avec elle toute la presse du Front populaire a vanté Casares Quiroga comme étant "un homme fort, qui donne la sensation de l'autorité et de la fermeté". Fort contre qui? Le massacre des paysans de Yeste en est la réponse: fort contre le mouvement ouvrier et paysan.

Les communistes et socialistes demandent les démissions du ministre de l'Intérieur (combien sont-ils tombés bas ces gens, malgré la terrible expérience des Asturies). Un autre ministre de l'Intérieur pourra agir autrement que ses prédécesseurs avec des gardes civiles et gardes d'assaut spécialisés dans l'assassinat d'ouvriers et de paysans?

La leçon des Asturies était qu'on ne peut pas improviser à la dernière heure l'armement des ouvriers et des paysans: qu'il faut une milice ouvrière. Mais dire qu'il faut organiser une milice ouvrière, faire appel aux ouvriers et aux paysans pour qu'ils organisent la milice ouvrière, c'est pour les chefs socialistes et communistes de la provocation. Oui, certes, une provocation. Mais contre qui? Contre ceux qui, en tenant toutes les leçons de la lutte révolutionnaire récentes et passées, croient réconcilier ce qui est irréconciliable, et par ce fait désarment la classe ouvrière et paysanne en la livrant au fascisme, qu'ils croient - imbéciles ou criminels - empêcher en prêchant "la paix sociale".

Ce que le Front populaire prépare en Espagne c'est une nouvelle et plus terrible "Asturie", c.à.d. un massacre sans précédent des ouvriers et des paysans, si les ouvriers et les paysans espagnols n'arrivent pas à trouver dans la lutte la direction qui est capable de les organiser et de les porter à s'emparer du pouvoir.

II

Azana consulte Gil Robles

Le premier acte d'Azana, le président, a été de consulter les chefs des partis politiques: parmi eux le chef des bandes fascistes et agrariennes Gil Robles. Mais ne devrait-il pas être en prison, ce Gil Robles avec son compère Leroux, l'un et l'autre bourreaux des Asturies? Voici, comment les chefs du front populaire tiennent leurs promesses: Azana ne met pas en prison Gil Robles, mais tient à le consulter pour avoir son opinion.

III

La censure et l'état d'alarme sont prolongés

Le gouvernement de Quiroga a décidé, dès son arrivée au pouvoir, de prolonger l'état d'alarme et la censure préventive qui existent depuis les événements des Asturies.

Et le plus étonnant c'est que ni les représentants socialistes, ni les représentants communistes n'ont fait la moindre objection à la requête de "l'énergique" Quiroga. Étonnant? Désormais ils nous ont habitués à toutes les capitulations, pour sauver, soi-disant, "les libertés démocratiques".